

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1960 Nr. 117

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen de Nederlandse en de Italiaanse Regering  
betreffende de aanwerving en de tewerkstelling van  
Italiaanse arbeiders in Nederland;  
's-Gravenhage, 6 augustus 1960*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le  
Gouvernement de la République Italienne concernant le  
recrutement et le placement de travailleurs italiens  
aux Pays-Bas**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement  
de la République Italienne,

désireux de consolider les relations d'amitié existant entre leurs  
peuples en harmonie avec l'esprit de solidarité européenne,

ayant en vue de réaliser le plein emploi et une meilleure exploitation  
des ressources économiques,

convaincus qu'il est dans leur intérêt commun d'atteindre ces  
objectifs afin de promouvoir le progrès économique et social de leurs  
peuples,

ont conclu le présent Accord en vue de l'organisation du recrute-  
ment et du placement de travailleurs italiens aux Pays-Bas.

*Dispositions générales*

Article 1er

1. Le Gouvernement Royal des Pays-Bas communique, tous les  
six mois au moins, au Gouvernement Italien le contingent numérique

de travailleurs, classés par qualification professionnelle, susceptibles, à son avis, de trouver emploi aux Pays-Bas.

2. Le Gouvernement Italien transmet des informations au Gouvernement Royal des Pays-Bas sur les travailleurs disponibles pouvant satisfaire la demande.

#### Article 2

1. Le recrutement de travailleurs italiens devant trouver emploi aux Pays-Bas est du ressort du „Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale” (ci-après dénommé „Ministero del Lavoro”), tandis que leur placement aux Pays-Bas est du ressort du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé Publique (ci-après dénommé „Ministère des Affaires Sociales”).

2. Les deux Ministères, agissant en collaboration, chercheront à accélérer et à simplifier les procédures de recrutement et de placement — pour autant qu'il soit opportun et possible de le faire — dans le cadre des dispositions du présent Accord.

#### Article 3

1. Pour la sélection et le placement des travailleurs italiens le Ministère des Affaires Sociales envoie en Italie une Commission de sélection (ci-après dénommée „Commission néerlandaise”), qui fixera son ou ses sièges, les locaux et la durée de ses activités d'accord avec le „Ministero del Lavoro”.

2. Pour permettre aux fonctionnaires de la Commission néerlandaise de procéder à l'examen, portant sur la santé, les qualités et l'aptitude professionnelles des travailleurs intéressés, ainsi que pour l'accomplissement des formalités administratives nécessaires, le „Ministero del Lavoro” met à la disposition de la Commission néerlandaise dans le ou les sièges qui seront désignés, un nombre suffisant de locaux meublés.

### *Recrutement et placement*

#### Article 4

1. Le Ministère des Affaires Sociales communique au „Ministero del Lavoro”, directement ou par l'entremise de la Commission néerlandaise, les offres de travail des employeurs néerlandais, recueillies selon les dispositions visées à l'article 1er, paragraphe 1er.

2. Les offres de travail doivent comporter des indications précises quant à la nature, au genre, à la durée de l'emploi, à la rémunération et aux conditions de travail, ainsi qu'aux possibilités de loger et de nourrir les travailleurs et toute autre indication nécessaire et utile.

## Article 5

1. Le „Ministero del Lavoro” prend les mesures nécessaires pour faire connaître les offres d'emploi; il recueille les demandes des intéressés et effectue une présélection sanitaire et professionnelle.

2. Les travailleurs intéressés, présélectionnés conformément aux indications de l'article 4, sont présentés à la Commission néerlandaise dans les sièges et à des dates, déterminés au préalable d'un commun Accord par les Ministères compétents.

3. Lors de la présélection, le „Ministero del Lavoro” aura soin d'exclure les travailleurs intéressés ayant subi une condamnation pour crime et ceux dont la mauvaise conduite morale et civique est connue.

## Article 6

Au moment de leur présentation à la Commission néerlandaise les travailleurs italiens doivent exhiber les documents suivants

- passeport valable pour les Pays-Bas
- certificat d'Etat civil
- extrait du résultat de la présélection.

## Article 7

1. La Commission néerlandaise effectue la sélection en se basant sur les résultats obtenus:

- à la visite médicale portant sur l'état général,
- à l'examen radiographique du thorax, et
- aux examens diagnostiques (sang, urine).

2. Les motifs d'exclusion sont notifiés par la Commission néerlandaise au „Ministero del Lavoro”.

3. Les critères à suivre pour la sélection sont établis au fur et à mesure en fonction des qualités et des aptitudes professionnelles préalablement indiquées.

4. Les employeurs néerlandais ne peuvent rejeter devant les Bureaux de Travail néerlandais l'avis de la Commission néerlandaise sur l'aptitude professionnelle que dans les cas où l'incapacité du travailleur est devenue évidente dans l'exécution de son emploi.

Dans ces cas, les Bureaux de Travail néerlandais s'efforceront d'offrir aux intéressés un emploi correspondant à leur capacité professionnelle.

## Article 8

1. Les formalités de la sélection ayant été accomplies, la Commission néerlandaise invite le travailleur choisi à signer un contrat de travail, rédigé en langues italienne et néerlandaise; le texte de ce contrat sera établi et approuvé par les deux Ministères compétents dans le plus bref délai.

2. Les autorités néerlandaises compétentes fourniront gratuitement, aux travailleurs visés au paragraphe précédent, tous les documents nécessaires pour séjourner et travailler aux Pays-Bas.

#### Article 9

1. Le „Ministero del Lavoro” organise le transport des travailleurs de leurs lieux de résidence aux centres de sélection et leurs déplacements dans ces centres; le séjour des travailleurs dans ces centres mêmes; le voyage de retour des travailleurs qui ont été exclus à la sélection.

2. La Commission néerlandaise organise le transport des travailleurs des centres de sélection aux sièges des Bureaux de Travail néerlandais dans les ressorts desquels sont situés les lieux de travail; les dits Bureaux assurent le transport ultérieur des travailleurs vers leurs employeurs respectifs. Au besoin, les travailleurs pourront effectuer le voyage directement du lieu de départ en Italie vers leurs employeurs respectifs.

3. L'organisation des transports doit comprendre également le ravitaillement suffisant des travailleurs pour la durée de voyage. Ce ravitaillement peut être substitué par une somme d'argent équivalente.

4. Le „Ministero del Lavoro” et la Commission néerlandaise déterminent les principes d'une assistance convenable devant être fournie aux travailleurs durant le voyage.

#### Article 10

Au cas où les employeurs néerlandais demanderaient, nominativement, des travailleurs italiens en vertu de relations personnelles, la procédure de recrutement et de sélection peut être simplifiée après entente entre le „Ministero del Lavoro” et la Commission néerlandaise.

#### *Conditions générales d'engagement et de travail*

#### Article 11

1. Les travailleurs italiens sont engagés par les employeurs néerlandais selon les dispositions d'un cahier des charges, y compris la rémunération, conformes aux normes généralement appliquées, qui ne doivent en aucun cas être moins favorables que celles appliquées aux travailleurs néerlandais de même catégorie ou faisant un travail similaire.

Les employeurs néerlandais auront soin d'assurer aux travailleurs italiens un logement confortable.

Les travailleurs italiens participent aux frais de logement et de nourriture jusqu'à concurrence de 15 florins par semaine au maximum.

2. Le contrat doit tenir compte des règlements spéciaux résultant des contrats collectifs ou des coutumes locales applicables aux travailleurs néerlandais et ne peut avoir une durée de validité inférieure à 12 mois.

3. Le contrat peut prévoir son renouvellement pour une durée égale ou pour un temps indéterminé, sous réserve de l'autorisation préalable des autorités néerlandaises.

#### Article 12

Les limites d'âge entre lesquelles des travailleurs italiens peuvent obtenir du travail aux Pays-Bas, ont été établies de la façon suivante:

- de 21 à 35 ans pour les travailleurs non qualifiés
- de 18 à 45 ans pour les travailleurs qualifiés et spécialisés.

Ces limites d'âge peuvent être modifiées pour les travailleurs qui ont été demandés nominativement, ou dans des cas spéciaux, d'accord avec les Ministères nommés à l'article 2, paragraphe 1er.

#### Article 13

1. A l'expiration du contrat, le travailleur rentrera en Italie, à moins que son contrat ne soit renouvelé ou qu'il n'accepte un autre placement, sauf autorisation des autorités néerlandaises.

2. A l'expiration du contrat, ou dans le cas de sa rupture, les frais de rapatriement sont à la charge de l'employeur néerlandais. Ces frais peuvent être à la charge du travailleur seulement dans le cas où le rapatriement est la conséquence d'une faute commise par lui; il appartient au Bureau de Travail dans le ressort duquel se trouve le lieu de travail de prendre la décision à ce sujet.

3. En cas de renouvellement du contrat de travail, après 12 mois, l'employeur supporte les frais de voyage d'aller et de retour si le travailleur désire passer son congé en Italie. Lors des renouvellements successifs du contrat ce privilège n'est pas obligatoire.

#### Article 14

1. La sécurité sociale des travailleurs italiens est basée sur les dispositions des Règlements nos. 3 et 4 de la Communauté Economique Européenne.

2. En ce qui concerne la couverture des risques de voyage un accord devra être conclu dans les plus brefs délais par les Ministères nommés à l'article 2, paragraphe 1er.

Les primes de cette assurance seront à la charge de l'employeur néerlandais.

## Article 15

1. Les Bureaux de Travail et les employeurs néerlandais fourniront aux travailleurs italiens toute l'assistance nécessaire en vue de les familiariser avec le nouveau milieu dans lequel ils se trouvent, et ce particulièrement dans la période initiale de leur emploi.

2. Les autorités compétentes des deux pays examineront avec bienveillance toutes les initiatives des organisations sociales et religieuses italiennes et néerlandaises tendant à faciliter l'adaptation des travailleurs italiens. La collaboration entre les organisations italiennes et néerlandaises ci-dessus visées sera également facilitée.

## Article 16

Conformément aux dispositions néerlandaises actuellement en vigueur en matière de devises étrangères, les travailleurs italiens peuvent transférer le montant total de leur rémunération.

## Article 17

1. Le „Ministero del Lavoro” prend à sa charge les frais relatifs:

- à la présélection sanitaire et professionnelle;
- aux déplacements des travailleurs de leur résidence jusqu'à Milan;
- à la nourriture et au logement au cours de leur séjour dans les centres mêmes.

2. Le Ministère des Affaires Sociales supporte ou avance les frais relatifs:

- au fonctionnement de la Commission néerlandaise;
- à la sélection sanitaire et professionnelle;
- au voyage et au ravitaillement de Milan au lieu de travail aux Pays-Bas. (Le montant de ces frais, à la charge des employeurs, sera récupéré par le Ministère des Affaires Sociales.)

*Dispositions finales*

## Article 18

1. Les deux Gouvernements instituent une Commission Mixte, composée au maximum de 3 représentants pour chacune des deux Parties. Les représentants peuvent être secondés par des experts.

La Commission Mixte se réunit, sur demande de l'une ou de l'autre Partie, alternativement en Italie et aux Pays-Bas.

La Commission Mixte a pour tâche de déterminer les mesures nécessaires pour l'exécution du présent Accord et de proposer au besoin des modifications et des additions.

2. Les dispositions visées au présent article n'excluent pas la possibilité d'entente directe entre les Ministères compétentes en matière d'interprétation et d'exécution du présent Accord.

#### Article 19

1. Le Gouvernement néerlandais transmettra au Gouvernement italien toutes les informations relatives aux conditions générales de travail et de vie pouvant servir d'orientation aux travailleurs.

2. Il fournira, en particulier, toutes les indications concernant la rémunération moyenne et la durée moyenne du travail dans les différents secteurs de la production, le montant des retenues sur le salaire pour les taxes et contributions pour les assurances sociales, ainsi que toutes les informations sur les prix de détail et sur le coût de la vie en général.

Ces informations seront, au besoin, tenues à jour au fur et à mesure.

#### Article 20

Les dispositions de l'article 48 du Traité instituant la Communauté Economique Européenne concernant les limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique s'appliquent dans le cadre du présent Accord.

#### Article 21

Les dispositions du présent Accord n'entravent pas l'application des règlements internationaux qui comportent des dispositions favorisant une plus libre circulation des travailleurs entre les Etats européens, si la République Italienne et le Royaume des Pays-Bas y sont parties.

#### Article 22

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et aura une durée d'un an.

S'il n'a pas été dénoncé trois mois avant la date de son expiration, il sera considéré comme renouvelé, d'année en année, par tacite reconduction, chacun des deux Gouvernements se réservant, en ce cas, le droit de le dénoncer trois mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures, au bas du présent Accord.

FAIT à La Haye, le 6 août 1960, en double exemplaire en langue française.

*Pour le Gouvernement du  
Royaume des Pays-Bas:*

(s.) J. LUNS

*Pour le Gouvernement de la  
République Italienne:*

(s.) GIUSTINIANI

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden  
en de Regering van de Italiaanse Republiek betreffende  
de aanwerving en de tewerkstelling van Italiaanse  
arbeiders in Nederland**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek,

Verlangend de tussen hun volken bestaande vriendschapsbanden in overeenstemming met de geest van Europese solidariteit te versterken,

Beogend de volledige werkgelegenheid en een betere aanwending der economische hulpbronnen te bewerkstelligen,

Ervan overtuigd dat het voor hen van gemeenschappelijk belang is deze doeleinden te bereiken teneinde de economische en de sociale vooruitgang van hun volken te bevorderen,

Hebben deze Overeenkomst gesloten met het oog op de organisatie van de aanwerving en de tewerkstelling van Italiaanse arbeiders in Nederland.

*Algemene bepalingen*

Artikel 1

1. De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden deelt ten minste elke zes maanden aan de Italiaanse Regering mede het aantal arbeiders, ingedeeld naar beroep, dat naar haar mening werk in Nederland kan vinden.

2. De Italiaanse Regering verstrekt aan de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden inlichtingen omtrent de arbeiders die beschikbaar zijn om aan de vraag te kunnen voldoen.

Artikel 2

1. De aanwerving van Italiaanse arbeiders die in aanmerking komen voor tewerkstelling in Nederland behoort tot de bevoegdheid van het „Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale” (hierna genoemd „Ministero del Lavoro”), terwijl hun tewerkstelling in Nederland behoort tot de bevoegdheid van het Ministerie van Sociale Zaken en Volksgezondheid (hierna genoemd „Ministerie van Sociale Zaken”).

2. De beide Ministeries zullen in het kader van de bepalingen dezer Overeenkomst in onderlinge samenwerking trachten de procedure van aanwerving en tewerkstelling — voor zover zulks dienstig en mogelijk is — te versnellen en te vereenvoudigen.

## Artikel 3

1. Voor de selectie en de tewerkstelling der Italiaanse arbeiders zendt het Ministerie van Sociale Zaken een Selectiecommissie (hierna genoemd „Nederlandse Commissie”) naar Italië, die haar plaats(en) van vestiging, de lokaliteiten en de duur harer werkzaamheden in overleg met het „Ministero del Lavoro” zal vaststellen.

2. Teneinde de ambtenaren der Nederlandse Commissie in staat te stellen over te gaan tot het onderzoek naar de gezondheid, de scholing en de arbeidsgeschiktheid der gegadigde arbeiders, alsmede voor de vervulling van de noodzakelijke administratieve formaliteiten, stelt het „Ministero del Lavoro” in de plaats(en) van vestiging die zullen worden aangewezen, een voldoende aantal gemeubileerde lokaliteiten ter beschikking van de Nederlandse Commissie.

*Aanwerving en tewerkstelling*

## Artikel 4

1. Het Ministerie van Sociale Zaken verstrekt, rechtstreeks of door tussenkomst van de Nederlandse Commissie, aan het „Ministero del Lavoro” de aanbiedingen van werk van de Nederlandse werkgevers, die volgens de in artikel 1, eerste lid, bedoelde bepalingen zijn verzameld.

2. De aanbiedingen van werk dienen nauwkeurige gegevens te bevatten betreffende de aard, de soort en de duur van de arbeid, het loon en de arbeidsvoorwaarden, alsmede de mogelijkheden van huisvesting en voeding der arbeiders en alle verdere noodzakelijke en nuttige gegevens.

## Artikel 5

1. Het „Ministero del Lavoro” neemt de noodzakelijke maatregelen om de aanbiedingen van werk bekend te maken; het verzamelt de aanvragen der gegadigden en verricht een voorselectie inzake gezondheid en vakbekwaamheid.

2. De betrokken arbeiders die overeenkomstig de gegevens van artikel 4 zijn voorgeselecteerd, worden aan de Nederlandse Commissie in de plaatsen van vestiging en op de tijdstippen waarover van te voren tussen de bevoegde Ministeries overeenstemming is bereikt, voorgedragen.

3. Bij de voorselectie zorgt het „Ministero del Lavoro” ervoor, dat gegadigde arbeiders die wegens een misdaad zijn veroordeeld geweest of van wie het slechte morele en maatschappelijke gedrag bekend is, worden uitgesloten.

## Artikel 6

Op het tijdstip van hun melding bij de Nederlandse Commissie dienen de Italiaanse arbeiders de volgende bescheiden over te leggen:

- geldig paspoort voor Nederland,
- bewijs van de burgerlijke stand,
- uittreksel uit het resultaat van de voorselectie.

## Artikel 7

1. De Nederlandse Commissie verricht de selectie op basis van de resultaten die verkregen zijn:

- bij de algemene medische keuring,
- bij het röntgenologisch borstonderzoek, en
- bij de diagnostische onderzoeken (bloed, urine).

2. De redenen van uitsluiting worden door de Nederlandse Commissie aan het „Ministero del Lavoro” medegedeeld.

3. De bij de selectie te volgen criteria worden vastgesteld op grond van en in overeenstemming met de vooraf opgegeven hoedanigheden en vakbekwaamheidseisen.

4. De Nederlandse werkgevers kunnen bij de Nederlandse Arbeidsbureaus het oordeel van de Nederlandse Commissie inzake de arbeidsgeschiktheid slechts afwijzen in de gevallen waarin de ongeschiktheid van de arbeider bij de uitoefening van zijn werk onmiskenbaar is gebleken.

In die gevallen zullen de Nederlandse Arbeidsbureaus zich beijveren aan de betrokkenen een betrekking te verschaffen, welke overeenkomt met hun vakbekwaamheid.

## Artikel 8

1. Nadat de formaliteiten der selectie zijn vervuld, nodigt de Nederlandse Commissie de gekozen arbeider uit een arbeidsovereenkomst te ondertekenen, welke is opgesteld in de Italiaanse en de Nederlandse taal; de tekst dezer overeenkomst zal zo spoedig mogelijk worden vastgesteld en goedgekeurd door de beide bevoegde Ministeries.

2. De bevoegde Nederlandse autoriteiten zullen aan de in het vorige lid bedoelde arbeiders alle noodzakelijke bescheiden voor hun verblijf en tewerkstelling in Nederland gratis verstrekken.

## Artikel 9

1. Het „Ministero del Lavoro” organiseert het vervoer der arbeiders van hun woonplaatsen naar de selectiecentra en hun verplaatsingen in deze centra, het verblijf der arbeiders in die centra zelf en de terugreis der arbeiders die bij de selectie zijn uitgesloten.

2. De Nederlandse Commissie organiseert het vervoer der arbeiders van de selectiecentra naar de plaatsen van vestiging der Nederlandse Arbeidsbureaus binnen welke gewesten de plaatsen van tewerkstelling zijn gelegen; genoemde Bureaus voorzien in het verdere vervoer der arbeiders naar hun onderscheidene werkgevers. Zo nodig zullen de arbeiders de reis rechtstreeks van de plaats van vertrek in Italië naar hun onderscheidene werkgevers kunnen ondernemen.

3. Onder de organisatie van het vervoer dient eveneens te worden begrepen het verstrekken van voldoende voedsel aan de arbeiders voor de duur van de reis. Hiervoor kan een gelijkwaardige som gelds in de plaats treden.

4. Het „Ministero del Lavoro” en de Nederlandse Commissie bepalen de beginselen van een passende bijstand aan de arbeiders tijdens de reis.

#### Artikel 10

In geval de Nederlandse werkgevers op grond van persoonlijke betrekkingen om met name aangeduide Italiaanse arbeiders zouden vragen, kan de aanwervings- en selectieprocedure worden vereenvoudigd, nadat daaromtrent overleg is gevoerd tussen het „Ministero del Lavoro” en de Nederlandse Commissie.

#### *Algemene voorwaarden voor indienstneming en algemene arbeidsvoorwaarden*

#### Artikel 11

1. De Italiaanse arbeiders worden door de Nederlandse werkgevers in dienst genomen overeenkomstig de bepalingen van een arbeidsovereenkomst — onder andere vermeldende het loon — die overeenstemmen met de in het algemeen toegepaste normen en die in geen geval minder gunstig mogen zijn dan die welke van toepassing zijn op de Nederlandse arbeiders van dezelfde categorie of op de Nederlandse arbeiders die gelijksoortige arbeid verrichten.

De Nederlandse werkgevers dragen er zorg voor, dat in een goede huisvesting van de Italiaanse arbeiders wordt voorzien.

De Italiaanse arbeiders dragen ten hoogste 15 gulden per week bij in de kosten van huisvesting en voeding.

2. De overeenkomst dient rekening te houden met de bijzondere bepalingen welke voortvloeien uit collectieve arbeidsovereenkomsten of plaatselijke gebruiken die van toepassing zijn op de Nederlandse arbeiders, en mag geen geldigheidsduur van minder dan 12 maanden hebben.

3. De overeenkomst kan een voorziening inhouden omtrent haar hernieuwing voor een gelijke duur of voor onbepaalde tijd, onder voorbehoud van voorafgaande goedkeuring door de Nederlandse autoriteiten.

## Artikel 12

De leeftijdsgrenzen waarbinnen de Italiaanse arbeiders werk in Nederland kunnen verkrijgen, zijn vastgesteld als volgt:

- van 21 tot 35 jaar voor de ongeschoolde arbeiders,
- van 18 tot 45 jaar voor de geschoolde en gespecialiseerde arbeiders.

Deze leeftijdsgrenzen kunnen worden gewijzigd voor de op naam aangevraagde arbeiders of, in bijzondere gevallen, met goedvinden van de in artikel 2, eerste lid, genoemde Ministeries.

## Artikel 13

1. Na afloop van de overeenkomst zal de arbeider naar Italië terugkeren, voor zover zijn overeenkomst niet wordt hernieuwd of voor zover hij geen ander werk aanvaardt, een en ander met goedkeuring van de Nederlandse autoriteiten.

2. Na afloop van de overeenkomst of in het geval dat zij verbroken wordt, komen de kosten van repatriëring ten laste van de Nederlandse werkgever. Deze kosten kunnen slechts ten laste van de arbeider komen in het geval dat de repatriëring het gevolg is van een door hem begane fout; het is de taak van het Arbeidsbureau binnen welks gewest zich de plaats van tewerkstelling bevindt, terzake een beslissing te nemen.

3. In het geval van hernieuwing der arbeidsovereenkomst, na 12 maanden, draagt de werkgever de kosten van de heen- en de terugreis, indien de arbeider zijn verlof in Italië wenst door te brengen. Bij verdere hernieuwingen van de overeenkomst bestaat geen verplichting dit voorrecht te verlenen.

## Artikel 14

1. De sociale zekerheid der Italiaanse arbeiders vindt haar grondslag in de bepalingen van de Verordeningen nrs. 3 en 4 van de Europese Economische Gemeenschap.

2. Wat de risicodekking van de reis betreft, zal zo spoedig mogelijk door de in artikel 2, eerste lid, genoemde Ministeries een overeenkomst worden gesloten.

De premieën dezer verzekering zullen ten laste van de Nederlandse werkgever komen.

## Artikel 15

1. De Nederlandse Arbeidsbureaus en werkgevers zullen aan de Italiaanse arbeiders alle noodzakelijke bijstand verlenen teneinde hen vertrouwd te maken met het nieuwe milieu waarin zij zich bevinden, en dit in het bijzonder tijdens de aanvangsperiode van hun tewerkstelling.

2. De bevoegde autoriteiten van de beide landen zullen alle initiatieven der Italiaanse en Nederlandse maatschappelijke en godsdienstige organisaties, welke er op gericht zijn om de aanpassing der Italiaanse arbeiders te vergemakkelijken, welwillend beschouwen. De samenwerking tussen de hierboven bedoelde Italiaanse en Nederlandse organisaties zal evenzeer worden vergemakkelijkt.

#### Artikel 16

Overeenkomstig de thans op het gebied van buitenlandse deviezen van kracht zijnde Nederlandse bepalingen kunnen de Italiaanse arbeiders het totale bedrag van hun loon overmaken.

#### Artikel 17

1. Het „Ministero del Lavoro” neemt te zijnen laste de kosten met betrekking tot:

- de voorselectie inzake gezondheid en vakbekwaamheid,
- de verplaatsingen der arbeiders van hun woonplaats tot Milaan,
- de voeding en de huisvesting tijdens hun verblijf in de centra zelf.

2. Het Ministerie van Sociale Zaken neemt voor zijn rekening of betaalt bij wijze van voorschot de kosten met betrekking tot:

- het functioneren van de Nederlandse Commissie,
- de selectie inzake gezondheid en vakbekwaamheid,
- de reis en de verstrekking van voedsel van Milaan naar de plaats van tewerkstelling in Nederland. (Het bedrag dezer kosten dat ten laste der werkgevers komt, zal worden teruggevorderd door het Ministerie van Sociale Zaken.)

#### *Slotbepalingen*

#### Artikel 18

1. De beide Regeringen stellen een Gemengde Commissie in, welke wordt samengesteld uit ten hoogste 3 vertegenwoordigers voor elk der beide Partijen. De vertegenwoordigers kunnen worden bijgestaan door deskundigen.

De Gemengde Commissie komt op verzoek van een der Partijen beurtelings in Italië en in Nederland bijeen.

De Gemengde Commissie heeft tot taak de noodzakelijke maatregelen ter uitvoering dezer Overeenkomst vast te stellen en zo nodig wijzigingen en aanvullingen voor te stellen.

2. De in dit artikel bedoelde bepalingen sluiten de mogelijkheid van rechtstreeks overleg tussen de bevoegde Ministeries terzake van de uitlegging en de uitvoering dezer Overeenkomst niet uit.

## Artikel 19

1. De Nederlandse Regering zal aan de Italiaanse Regering alle inlichtingen verstrekken met betrekking tot de algemene arbeidsvoorwaarden en levensomstandigheden die de arbeiders tot voorlichting kunnen dienen.

2. Zij verstrekt in het bijzonder alle gegevens betreffende het gemiddelde loon en de gemiddelde arbeidsduur in de verschillende productiesectoren, het bedrag der inhoudingen op het loon voor belastingen en de bijdragen voor de sociale verzekeringen, alsmede alle inlichtingen inzake de kleinhandelsprijzen en de kosten van levensonderhoud in het algemeen.

Deze gegevens zullen naar behoefte worden bijgehouden.

## Artikel 20

De bepalingen van artikel 48 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap betreffende de beperkingen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van openbare orde, openbare veiligheid en volksgezondheid, zijn van toepassing in het kader dezer Overeenkomst.

## Artikel 21

De bepalingen dezer Overeenkomst vormen geen beletsel voor de toepassing der internationale regelingen die bepalingen bevatten ter bevordering van een vrijer verkeer der arbeiders tussen de Europese Staten, indien de Italiaanse Republiek en het Koninkrijk der Nederlanden daarbij partij zijn.

## Artikel 22

Deze Overeenkomst zal in werking treden op de dag harer ondertekening en zal een duur van een jaar hebben.

Tenzij zij drie maanden voor de datum van haar beëindiging is opgezegd, zal zij geacht worden van jaar tot jaar stilzwijgend te zijn verlengd, waarbij elk der beide Regeringen zich het recht voorbehoudt haar drie maanden voor de beëindiging van de lopende geldigheidsperiode op te zeggen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekeningen onder deze Overeenkomst hebben geplaatst.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de 6e augustus 1960, in tweevoud, in de Franse taal.

*Voor de Regering van het  
Koninkrijk der Nederlanden:*

(w.g.) J. LUNS

*Voor de Regering van de  
Italiaanse Republiek:*

(w.g.) GIUSTINIANI

---

#### G. INWERKINGSTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 22, eerste lid, op 6 augustus 1960 in werking getreden voor een periode van één jaar, welke periode ingevolge lid 2 van hetzelfde artikel stilzwijgend kan worden verlengd telkens voor één jaar.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de Overeenkomst alleen voor Nederland.

#### J. GEGEVENS

Met de Verordeningen nrs. 3 en 4 van de Europese Economische Gemeenschap, welke worden genoemd in artikel 14, eerste lid, van de Overeenkomst, zijn bedoeld de op 25 september 1958 te Brussel door de Raad van de Europese Economische Gemeenschap vastgestelde verordening nr. 3 inzake de sociale zekerheid van migrerende werknemers (*Publikatieblad* van de Europese Gemeenschappen van 16 december 1958, blz. 561 e.v.) en de op 3 december 1958 te Brussel door de Raad van de Europese Economische Gemeenschap vastgestelde verordening nr. 4 (*Publikatieblad* van 16 december 1958, blz. 597 e.v.), onder meer strekkende tot inwerkingstelling per 1 januari 1959 van de verordening nr. 3. Zie ook de *Publikatiebladen* van 16 januari en 16 mei 1959.

De Europese Economische Gemeenschap is opgericht bij het Verdrag van Rome van 25 maart 1957. Van dit Verdrag is de Nederlandse tekst opgenomen in *Trb.* 1957, 91. Zie ook *Trb.* 1957, 249.

Uitgegeven de vierde oktober 1960.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*

J. DE QUAY.